

Lausanne : Nouveau squat au chemin des Sauges 18

Maisons vides Maisons à occuper

Le 30 mai 2012. Voilà un mois et quatre jours que nous occupons une maison de deux étages au chemin des Sauges 18 à Lausanne. Une jolie maison à la façade grise et partiellement murée, aux volets bleus, noyée dans le vert du grand jardin en friche et du lierre qui l'entoure. C'est tout ce que nous pouvions en percevoir avant de l'occuper, un 26 avril frisquet. Sinon, de l'intérieur, d'après les infor-

mations que nous avons eues et les visites que nous avons pu faire, il semblerait que la maison soit en assez bon état, bien qu'il y aurait eu des soucis avec l'électricité. Motifs qui avaient d'ailleurs été invoqués par la Ville de Lausanne pour virer les précédent-e-s occupant-e-s, membres de l'ALJF (Assoc. pour le Logement des Jeunes en Formation), en octobre 2011.

Dans la réalité, nous avons vite pu constater la vétusté de certaines parties de la maison ; réseau électrique ancien, canalisations percées, la totalité des cuvettes de toilettes fendues. Certes, mais c'est surtout son potentiel qui nous a frappé. D'un petit immeuble divisé en trois appartements de trois pièces chacun à vocation individuelle ou familiale, nous sommes passé-e-s à une véritable maison collective pouvant accueillir une dizaine de personnes, enfants compris. Nous avons commencé par démurer les fenêtres de briques. La cave, froide et humide, reçut à nouveau la lumière du jour, et nous y avons fait de la place pour l'atelier, le stock de matos et les outils de jardinage. Dès les premiers jours, nous avons aussi nettoyé les abords de la maison et invité le voisinage. Certain-e-s nous ont amené des tartes, des graines, du fumier de lapin, d'autres ont échangé leurs opinions avec nous. On a mis des visages derrière les murs... Pour beaucoup d'entre-nous, il s'agit de la première occupation. Voici pour l'idylle.

La parcelle appartient à la Caisse de pensions du personnel communal (CPCL), mais c'est avec le service des gérances, mandaté pour gérer la bâtisse, que nous essayons de communiquer. Nous avons entamé une discussion, mais assez vite le dialogue s'est rompu, ou du moins est-il devenu obscur. Puis, la cheffe du service des gérances, Elinora Krebs, a refusé de venir mettre le compteur à eau, arguant la dangerosité du bâtiment. Encore et toujours ce bon vieil argument sécuritaire.

Suite à cela, nous n'avons plus entendu parler d'elle... Le 17 mai, ils nous ont, en consensus avec le conseil d'administration de la CPCL, « enjoint à quitter l'immeuble dans les meilleurs délais en estimant que notre vie est en danger ». On s'en tape un peu, après tout. Des ami-e-s nous ont aidé à cuivrer tout ça et désormais l'eau de la Louve coule à flots, bien fraîche. Le projet qui concerne la parcelle, un immeuble de 22 logements, déjà bien avancé au moment où nous sommes rentrés, a tout d'un coup accéléré, selon les dires du proprio. Il semblerait que les travaux commencent tout bientôt, affirme Grégoire Junod en bon toutou (municipal à la direction du service du logement et de la culture). « Le 17 juin précisément », nous dit-il. Le 17 juin est un dimanche. Il n'en a probablement rien à cirer de toute manière, il est à des lieues du concept d'occupation d'espaces vides. Il nous parle aussi d'une séance de conciliation qui fixerait une date de départ. Mais à ce jour, nous n'avons toujours aucune nouvelle. En tout cas, tout-e-s se sont mis-e-s d'accord qu'il fallait partir bientôt parce qu'il fallait démolir, ou qu'il fallait démolir pour partir bientôt... De notre côté, nous demandons toujours à voir le planning de chantier, parce que nous ne partons pas tant qu'il n'y aura pas des preuves tangibles que la reconstruction suivra directement la démolition. Jusque là, nous y sommes, vivant-e-s et bien portant-e-s. Passez donc !

Squat de la Louve,



Coppet : Malgré une action de destruction des lieux par le propriétaire,

Nous sommes toujours là !

Le squat de Coppet, c'est maintenant sept ans et demi de vie collective. Un squat sur la Côte, au bord du Léman, une région – si on ose la caricature – plutôt peuplée de gens aisés en résidences secondaires, circulant en Porsche Cayenne pour faire les courses familiales à Manor en campagne le samedi après-midi! Chez nous, c'est une vie débrouillarde qui bat son plein dans un hectare de terrain un peu en friche, un peu sauvage, avec une vieille et belle maison, dure à chauffer mais idéale pour la vie collective. Des roulottes, un potager expérimental avec des petites serres auto-construites, des toilettes sèches, un salon à concerts, un atelier de construction, de l'espace pour vivre ensemble et pour stocker du matériel, ... L'occupation d'un lieu qui, sans cela, serait abandonné, consacré au vide existentiel de la spéculation immobilière et à l'arrogance des promoteurs. Un projet qui visibilise, en somme, les failles d'un système inégalitaire, basé sur l'argent et la cupidité. Un lieu de vie qui prouve qu'on peut résister, du moins un bout, dans le quotidien, à une société qui nous dégoûte. Un endroit pour construire collectivement un mode d'existence différent, et qui désire s'affranchir des rapports de domination.

Lundi 20 février 2012, à 14h, nous avons subi une sale attaque. Accompagné d'une dizaine d'hommes, employés ou proches, le propriétaire débarque sans prévenir sur la parcelle, avec deux camionnettes, ayant forcé le cadenas sur le portail d'entrée. Les hommes commencent à nous voler des vitres et des planches stockées dans la grange. Puis ils forcent l'entrée de la maison et arrachent toutes les portes et toutes les fenêtres qu'ils peuvent. Les vitres volent en éclat, le tableau électrique est débranché, l'arrivée d'eau cimentée. Les tuyaux de poêle sont également arrachés et défoncés, ou embarqués dans leurs camionnettes. Dehors, le propriétaire renverse une à une plusieurs grandes cabines de toilettes sèches stockées près de la maison, menaçant d'enterrer les habitant-e-s dans le jardin avec les cabines.

Mais pourquoi tant de haine... ?? Avant son occupation par notre collectif, la maison était déjà abandonnée depuis une dizaine d'années. Suite à l'occup, le propriétaire dépose plainte pénale ; mais parallèlement, un ping-pong pour un contrat s'enclenche. Aucun accord ne semble acceptable pour les deux parties, et le propriétaire ne fera pas suite à notre dernière proposition. En 2008, les deux habitantes inculpées sont acquittées par le Tribunal. En prononçant ce jugement étonnamment favorable, le juge réinvitera le propriétaire à conclure un contrat. Mais nous n'aurons aucune nouvelle de ce dernier à ce sujet.

A partir de l'été 2010, nous recevons toutes sortes de visites indésirables, des individus qui viennent nous expliquer en toute amitié que des nouveaux projets sont sur le point d'être entamés, notamment la mise à disposition du lieu à une entreprise de sécurité qui y déposerait du matériel ou y aménagerait ses locaux. Nous avons ainsi l'occasion de faire connaissance avec le bras droit du propriétaire, justement gérant d'une entreprise de sécurité nommée Advanced Defense Technologies LTD. Prétendant des travaux imminents qu'il prendrait en charge lui-même, cet homme n'hésite pas à nous intimider, nous menacer, pénétrer dans la maison sans notre accord en essayant de soulever la porte d'entrée et en forçant le passage. Nous n'imaginions pas qu'il s'agissait des prémisses à l'action de force du 20 février dernier, celle-ci ayant été clairement orchestrée et menée par ce même homme.

Pourtant, aucun projet de travaux sérieux n'est présenté par le propriétaire. Son projet initial prévoyait une démolition de la vieille bâtisse pour construire des villas. Cependant, un important plan directeur local (PDL) de la gare de Coppet envisage

la construction d'une route aux abords de la maison. Tant que ce PDL n'est pas accepté et clarifié, ce qui prend des années, les projets de construction sont plus ou moins gelés. Face à ces prolongations, le propriétaire semble changer d'optique et nous parlera à plusieurs reprises de vouloir loger lui-même dans la maison, ou de la louer à une entreprise de sécurité qui y aménagerait ses locaux. Nous refusons de partir car ces projets ne nous semblent ni crédibles, ni louables, ni réalisables. Tout laisse à croire que c'est l'orgueil de propriétaire et le plaisir de voir déguerpir les habitant-e-s qui sont en jeu, et non des réels projets pour l'endroit. Le risque que la maison soit à nouveau abandonnée est évident. Et même si le projet de démolition est envisagé, la parcelle, soumise aux contraintes du PDL, demeurerait certainement terrain vague.

L'action du lundi 20 février visait à rendre les lieux inhabitables et à pousser les squatteur-euses-s à abandonner leur projet. Mais les éléments importants de la maison ont été rapidement réparés : portes, fenêtres, électricité, eau, installations de chauffage à bois. Merci à tous les sympathisant-e-s du chantier collectif. Ensemble nous pouvons montrer que nous sommes nombreux-ses, solidaires, et que notre détermination est forte.

Les questions que posent ce genre d'actions sont diverses. À commencer par la répression générale des squats, ici et ailleurs. À Lausanne, ce sont les flics qui n'hésitent pas à saccager une maison lors d'une descente dans la maison du collectif Turbo-mongol. Les cinquante habitant-e-s des Jardins familiaux de Vidy, installés dans les cabanons depuis le printemps 2011, on vu leurs cabanes détruites par la Ville, sous prétexte d'insécurité et d'avancement du projet de construction du futur stade olympique. Certaines cabanes, habitées par des familles Roms, avaient aussi été attaquées par des inconnus... dont on imagine assez bien la tendance politique. On peut interpréter ces actes comme une prolongation « populaire » de la politique officielle de discrimination, à l'instar de l'incendie criminel de la maison de paille en 2007.

À Genève, depuis dix ans, plus la crise du logement est aiguë, plus il est impossible d'occuper les espaces vides pour habiter librement. L'évacuation des squats y est devenue systématique et immédiate. Hommes politiques, justiciers administratifs – à travers le procureur Zapelli, qui heureusement a dû démissionner récemment – et police ont travaillé main dans la main pour maintenir le mouvement squat genevois sous l'eau. À Fribourg, squatter semble quasi impossible : les amendes pleuvent, et les autorités et/ou propriétaires demandent des sommes exorbitantes aux squatteur-euse-s – pourtant toujours rapidement évacuée-e-s – pour des dégâts fictifs sur les bâtiments abandonnés. À Berne, une société de sécurité privée, Broncos Security, évacue de nouveaux occupant-e-s en lançant leurs affaires dehors et en usant de menaces et de contraintes. Plus loin, à Montreuil (Paris), les flics ont laissé faire les « casseurs » employés par le propriétaire pour détruire les points vitaux d'une maison occupée.

Squattons encore et toujours ! Là où nous sommes déjà ou dans de nouvelles maisons comme à Genève, Pully, Nyon, Lausanne ou Bienne. Et partout où nous voudrions ! Soyons nombreux-ses à proposer des alternatives et à résister ensemble contre l'injustice et l'exploitation ! Construisons des espaces de vie qui échappent aux normes imposées et qui renversent le grand mythe qu'on ne peut rien faire pour changer le monde – pour ne pas dire le sauver !!!

Les habitant-e-s du squat de Coppet, rte de suisse 54

LAUSANNE : L'EMEUTE NE SURVIENT PAS TOUJOURS OÙ ON L'ATTEND...

Les efforts de la police lausannoise pour maintenir l'ordre sur la rue St-Martin, lors de la dernière (et mémorable) fête au squat de la Hache, auront finalement été vains. En effet, c'est ailleurs, lors de la fermeture de bistrot on ne peut plus légaux, qu'ont eu lieu les « émeutes » et les agressions contre les flics que relatent les journaux du 30 mai. Avec le début de la démolition de la maison des un-e-s et la reprise du travail des autres, le train-train du centre-ville reprend son cours normal... jusqu'à quand ?

VIOLENCES SEXISTES : BROCHURE ET EXPO

Suite à la récolte de témoignages du collectif féministe SOUS LE TAPIS L'PAVE, nous avons l'immense plaisir de vous annoncer la sortie prochaine d'une incroyable brochure ainsi qu'une fascinante expo du 27 septembre au 5 octobre 2012 à l'Espace Autogère. Ça parle des violences sexistes... ça va faire mal !

BRÉLAZ, LE FRIC ET LA CPCL

La Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne est actuellement en déficit d'environ 220 millions de francs. Pour y remédier, les rentes seront abaissées en 2013 et la Ville, généreuse, recapitalisera la somme de 182 millions. De cette somme, 100 millions seront immédiatement prêtés à la ville à un taux de 3,5%... Quant aux 37 millions restants, ils seront supportés par les transports publics lausannois. Mais que fait donc Brélaz là-dedans ? Syndic de Lausanne, président de la CPCL et actionnaire des TL (entre autres...). A voir, il aime bien jouer avec le fric. Et il porte la multiple casquette. Il faut croire qu'il a aussi bien compris le système des vases communicants...

